

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST (EX SITA)

18 Rue Félix Mangini Universaone
69007 Lyon

Références : UID257090/SPR/AB/2025-0709A
Code AIOT : 0005902257

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST (EX SITA) implanté 9, Rue des Maloubiers 25320 Chemaudin et Vaux. L'inspection a été annoncée le 25/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée dans le cadre de l'incendie d'un stock de déchets survenu le 21 juin vers 20h00 (heures non ouvrées)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST (EX SITA)
- 9, Rue des Maloubiers 25320 Chemaudin et Vaux
- Code AIOT : 0005902257

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de tri de Chemaudin et Vaux a pour activités principales : le transit et le tri de déchets non dangereux , le transit de déchets dangereux , la collecte de métaux (comptoir des métaux) et le biodéconditionnement de déchets.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article Art 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article Art 8.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article Art 8.8.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident a généré peu de dégâts en raison du volume de déchets concerné et de leur isolement. L'action combinée du SDIS et de l'exploitant pour la formation de plusieurs tas a permis de contenir le feu.

Les services de secours n'avaient pas l'information de la présence d'une clé du portail dans la boîte pompier se trouvant à l'entrée du site.

Les eaux d'extinction dont une grande partie s'est évaporée ont été confinées dans le bassin de rétention.

Le poteau d'incendie se trouvant au centre du site n'a pas été en mesure d'alimenter simultanément 2 lances incendies réglées chacune à 500 litres / minute, soit un débit nominal demandé de 1000 litres /minute équivalent à 60 m³/h qui n'a pas pu être atteint.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article Art 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incident ou accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les

accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site ayant fait l'objet d'un incendie le 21 juin, un rapport d'incident a été demandé à l'exploitant. Par courriel en date du 30 juin 2025, l'exploitant a transmis une fiche de notification d'accident/incident.

Typologie et chronologie de l'évènement

L'incendie s'est déclaré le 21 juin à 19h52 (heure du déclenchement de l'alarme via la détection par les caméras thermiques) au niveau de l'alvéole des DIB non valorisables destinés à l'enfouissement en ISDND. L'exploitant est alerté à la fois par le télésurveilleur et par la société voisine du site. Les services de secours arrivés sur site vers 20h05 ont d'abord entrepris d'accéder au site via le parking VL en démontant le grillage. L'exploitant arrivé sur le site vers 20h15 leur a ouvert le portail. La vanne permettant l'isolement des eaux d'extinction dans le bassin de rétention a été fermée au préalable. Les alvéoles situées de part et d'autre de l'alvéole dédiée au DIB non valorisables précités étaient vides au moment de l'incendie et le sol avait été nettoyé. Le feu est de ce fait resté contenu dans l'alvéole et ne s'est pas propagé aux autres dépôts en raison de leur éloignement. Cet isolement a facilité l'intervention des services de secours qui ont bénéficié de l'aide de l'exploitant pour constituer plusieurs tas au moyen d'un engin afin d'éviter une propagation plus importante par rapport à un seul tas. Compte tenu du caractère isolé de l'incendie les services de secours ont choisi de laisser les déchets se consumer dans un premier temps afin de limiter l'utilisation de l'eau et générer ainsi un volume moindre d'eaux d'extinction. Le feu a été éteint et le site fermé vers 1H du matin par l'exploitant qui a eu pour consigne de surveiller l'apparition de grosses flammes. Cette surveillance a été confiée au télésurveilleur via les caméras avec une levée de doute instaurée toutes les 10 minutes. Cela a permis de détecter une reprise du feu vers 2h30. Les pompiers sont intervenus une seconde fois et ont définitivement maîtrisé l'incendie vers 4h00.

Nature et extension des conséquences

Le revêtement en béton du mur de l'alvéole a été partiellement endommagé, le ferrailage est visible par endroit. L'exploitant va faire procéder à son expertise pour la sécurité des employés. L'alvéole est condamnée pour l'instant. La dalle ne présente pas d'altération. Hormis une pelle réparée dès le lendemain, aucun autre dégât matériel n'est à déplorer et aucune personne n'a été affectée. Les eaux d'extinction qui n'ont pas été consommées par les DIB feu sont confinées dans le bassin de rétention. Selon le rapport de l'exploitant, les conséquences économiques de l'incendie sont liées à leur analyse et à leur évacuation.

Déchets générés

Les déchets brûlés correspondent à la partie non valorisable des DIB qui est destinée à l'enfouissement en ISDND et dont le volume max susceptible d'être présent sur site est de 300 m3. D'après les justificatifs présentés par l'exploitant, les DIB incendiés ont fait l'objet de 2 enlèvements les 25 et 26 juin pour un total de 45,5 tonnes et ont été évacués vers l'ISDND SITA CENTRE EST de Faverney.

Difficultés d'intervention

Les pompiers qui sont intervenus n'avait pas connaissance d'une clé disponible dans la boîte

pompier installée à l'entrée du site au niveau du portail. Cette boîte contient également le PDI (Plan de Défense Incendie) .La visite d'inspection a permis de constater que la boîte pompier disposé à l'entrée du site contient une clé permettant d'ouvrir le portail. Cette information figure au début du PDI « version pompier » dans les informations pratiques : « *consignes générales : En heures non ouvrées, les clés du portail sont disponibles dans la boîte pompier à l'entrée du site.* » L'exploitant indique avoir transmis le PDI au SDIS. Il semblerait, d'après le retour fait à l'exploitant, que les informations n'ont pas été prises en compte du fait que le site n'est pas un établissement répertorié « ETARE » par le SDIS 25. Les plans ETARE spécifiques à chaque structure contiennent les informations utiles aux interventions dans les établissements jugés sensibles en raison des dangers liés à la nature des activités ou des intérêts économiques.

Le débit du poteau incendie situé à l'intérieur du site était insuffisant. Ce point est repris dans le constat n° 3.

Circonstances et cause directes de l'accident

Le site était fermé au moment du départ de feu. Les températures étaient caniculaires : supérieures à 30 ° depuis plusieurs jours. Questionné sur les causes directes de l'accident, l'exploitant a émis plusieurs hypothèses telles que la présence d'un aérosol défaillant ou d'une pile (ou une batterie) au lithium dans de le dépôt de DIB.

Causes profondes

L'exploitant n'a pas identifié dans son rapport les causes profondes qui ont mené à l'incendie (dysfonctionnements organisationnels, contrôles suffisants, communication inadaptée, ..) C'est une non conformité.

Enseignements tirés / Amélioration de la sécurité (aspects techniques et organisationnels des améliorations réalisées ou envisagées suite à l'accident)

Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué minimiser les stocks par des rotations régulières et isoler dans la mesure du possible les différentes typologies de déchets. Le stockage est organisé de manière à éviter les effets dominos (en stockant notamment le bois à l'écart). L'exploitant a repris contact avec le SDIS d'une part pour s'assurer de la bonne prise en compte des informations contenues dans le PDI (notamment l'accès au site) et d'autre part pour solliciter la réalisation d'un exercice incendie prévu pour la mi-octobre. L'exploitant prévoit également de prendre attache avec SIEVO, le gestionnaire du réseau, afin de contrôler la conformité des poteaux d'incendie (ce point est repris au constat n°3)

Un compte rendu de l'exercice qui doit être réalisé avec le SDIS devra être transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- d'analyser les causes profondes de l'incendie,
- de réaliser un plan d'action pour éviter la reproduction d'un tel événement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article Art 8.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, an que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

La capacité de confinement est au minimum de 420 m³.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Le site dispose d'un bassin de rétention des eaux pluviales d'un volume de 640 m³. Ce bassin dimensionné pour contenir une pluie décennale (soit 145 m³), permet en association avec une vanne de coupure en sortie de bassin et en amont du décanteur-séparateur hydrocarbures de contenir les eaux d'extinction incendie.

Le jour de la visite, il a été constaté que la vanne est en position fermée, permettant ainsi de confiner les eaux d'extinction dans le bassin. Une partie des eaux confinées dans le bassin s'est évaporée en raison des fortes chaleurs. La quantité encore présente paraît très largement inférieure à 1 m³. Les prélèvements et analyses sont réalisées par le laboratoire CARSO agréé et situé à Lyon. L'exploitant indique que les résultats sont attendus pour le 8 juillet.

Les justificatifs d'élimination des eaux d'extinctions vers les filières de traitement des déchets appropriées n'ont, à ce jour, pas été transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport d'analyse dès réception et de rapporter les actions menées vis à vis des eaux d'extinctions restantes en fonction de leur quantité et de leur caractère polluant : BSD attestant de l'élimination vers les filières de

traitement des déchets appropriées, curage du bassin, ...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2020, article Art 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] de 2 poteaux d'incendie (public ou privé) normalisé NFS. 61.213, implantés conformément à la norme NFS. 62.200, pouvant fournir chacun et simultanément un débit de 1 000 L/min sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures, situés à moins de 200 mètres de la partie de l'établissement la plus éloignée (Hall de biodéconditionnement), mesurés en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours, ou tout autre dispositif jugé équivalent par le SDIS du Doubs ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique dans son rapport : « <i>le débit du poteau incendie du site étant largement insuffisant, les pompiers ont dû recourir à un dispositif interne de leur camion pour en augmenter le débit.</i> »</p> <p>Les services du SDIS contactés post inspection ont expliqué que la principale difficulté rencontrée au cours de l'intervention a été le fait de ne pouvoir obtenir 2 lances en simultanées à 500 l /minutes en utilisant le poteau au centre du site. Les lances ont par conséquent été réglées sur 375 l/ min. La manipulation évoquée par l'exploitant dans son rapport correspond à la fermeture d'une lance de temps en temps afin de remplir par refoulement la tonne du fourgon, permettant ainsi de bénéficier d'un débit de 1000 L/minute pendant environ 3 minutes. Au vu de ces éléments, le SDIS considère que le poteau incendie dispose d'un débit supérieur à 30m³/h sans atteindre les 60 m³ / h (ou 1000 litres /minute) requis. C'est une non conformité.</p> <p>Il est à noter que l'attestation de débit établie le 20/11/2023 par SIEVA, syndicat intercommunal gestionnaire du réseau, indique un débit simultané supérieur à 60 m³/h sous une pression supérieure à 1 bar pour les 2 poteaux d'incendie qui desservent le site (un en sortie de site sur le domaine public et l'autre à l'intérieur du site).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire procéder à un nouveau test de débit simultané des poteaux desservant le site. En cas de non conformité, l'exploitant devra se mettre en capacité de disposer d'une DECI composée de 2 poteaux d'incendie pouvant fournir chacun et simultanément un débit de 60 m³/h sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures, ou tout autre dispositif</p>

jugé équivalent par le SDIS du Doubs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois